

Arrêté N° 2019_04385_VDM

SDI 19/224 - ARRÊTÉ PORTANT L'INTERDICTION D'OCCUPATION DE L'IMMEUBLE ET DES TROIS COMMERCES SIS 61, RUE D' ENDOUME- 13007 MARSEILLE ET DES IMMEUBLES ET DU COMMERCE SIS 1/3, RUE MARIGNAN - 13007 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,


Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4,
Vu le rapport des services municipaux de la Ville de Marseille en date du 12 décembre 2019 relatif à la situation des immeubles sis 61, Rue d' Endoume - 13007 Marseille, et 1/3, rue Marignan - 13007 Marseille,

Vu l'arrêté de délégation de fonction n°14/252/SG du 14 avril 2014 consentie par Monsieur le Maire de Marseille à Monsieur Ruas, adjoint, chargé notamment de la Police des immeubles menaçant ruine et de la sécurité des équipements communs des immeubles à usage principal d'habitation.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure » ; que l'article L. 2212-4 du CGCT précise qu' « en cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L. 2212-2, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Considérant l'avis des services municipaux et du Bataillon des Marins Pompiers de la Ville de Marseille suite à la visite du 12 décembre 2019, soulignant les désordres constatés au sein des immeubles sis 61, Rue d' Endoume - 13007 Marseille, et 1/3, rue Marignan - 13007 Marseille, concernant particulièrement les pathologies suivantes :

- Effondrement du mur porteur en brique et présentant un ventre important d'environ 10 cm dans le local rez-de-chaussée côté 63, rue d'Endoume

Considérant que le syndicat des copropriétaires des immeubles sis 61, Rue d' Endoume - 13007 Marseille, et 1/3, rue Marignan - 13007 Marseille est pris en la personne 

Considérant qu'il y a lieu, dans l'attente de la nomination d'un expert désigné par le Tribunal administratif, de prendre les mesures immédiates et appropriées afin de garantir la sécurité des


occupants et du public,

Considérant qu'en raison des désordres constatés au sein des immeubles sis 61, Rue d' Endoume - 13007 Marseille, et 1/3, rue Marignan - 13007 Marseille et des risques graves concernant la sécurité du public et des occupants de cet immeuble, il appartient au Maire, au titre du danger immédiat, de prendre des mesures provisoires et de prescrire l'évacuation de ces immeubles, et des commerces, ainsi qu'une interdiction d'habiter et d'occuper assortie d'un périmètre de sécurité devant l'immeuble, si nécessaire.

ARRÊTONS

Article 1 Pour des raisons de sécurité liées à un danger grave et imminent, compte tenu des désordres constatés au sein des immeubles sis 61, Rue d' Endoume - 13007 Marseille, et 1/3, rue Marignan - 13007 Marseille, ceux-ci doivent être immédiatement et entièrement évacués par ses occupants.

Article 2 Les accès aux immeubles et locaux commerciaux interdits doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugera utile le propriétaire.
Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 3 Cet arrêté sera affiché sur la façade des immeubles, ainsi qu'en mairie, et notifié au syndicat des copropriétaires pris en la personne 

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 4 Pour faire appliquer les mesures prévues aux articles du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir, en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 5 Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur le Préfet de Police, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi qu'au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Bataillon des Marins Pompiers.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Préfet de Région et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'accomplissement des formalités de publicité par la Ville de Marseille.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 12 décembre 2019